

Étude des crédits

Demande de renseignements généraux

VOLUME 2

DEMANDES 26 À 47

Février 2013



Québec 

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

Abonnements	Quantité	Coût total
CEDROM SNI - abonnement au service Eureka.ca	1	7 483,00 \$
Cit@tion - Droit du travail en ligne	1	2 281,85 \$
Code civil du Québec	1	60,00 \$
Code civil du Québec	1	63,00 \$
Code civil du Québec	1	72,90 \$
Code civil du Québec	1	74,00 \$
Code civil du Québec	2	151,80 \$
Code civil du Québec : texte annoté	1	74,90 \$
Code des municipalités : lois et annotations jurisprudentielles	1	757,00 \$
Code des municipalités : lois principales et complémentaires	6	1 638,00 \$
Code des municipalités : lois principales et complémentaires	1	343,00 \$
Code municipal	1	60,00 \$
Code municipal	1	74,00 \$
Code municipal	1	78,00 \$
Code municipal	4	528,00 \$
Code municipal	1	236,95 \$
Code municipal et lois connexes	25	1 575,00 \$
Communautés métropolitaines et chartes municipales	7	4 207,00 \$
Droit municipal : principes généraux et contentieux	19	5 985,00 \$
Droit municipal : principes généraux et contentieux	19	6 555,00 \$
Droit municipal : principes généraux et contentieux	1	617,00 \$
Droit municipal : principes généraux et contentieux	1	674,00 \$
Droit municipal : principes généraux et contentieux	1	677,00 \$
Droit municipal : principes généraux et contentieux	1	854,00 \$
Études Inuit (Inuit Studies)	1	200,00 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

Abonnements	Quantité	Coût total
Express Civil 2.0 - accès internet (4)	1	555,00 \$
Gazette officielle du Québec	1	171,00 \$
Journal La Gatineau	1	60,00 \$
Journal La Presse	1	174,20 \$
Journal Le Haut-Saint-François	1	32,80 \$
Journal Le Riverain	1	100,00 \$
Journal L'Oie Blanche	1	100,00 \$
Journal The Equity	1	38,00 \$
La Terre de chez nous	1	57,00 \$
La Terre de chez nous	1	91,00 \$
La Tribune	2	390,00 \$
La Tribune	1	216,32 \$
L'Action nationale	1	122,89 \$
Le Canada Français	1	51,48 \$
Le Nouvelliste	1	219,96 \$
Le Quotidien	1	234,42 \$
Le Radar - hebdomadaire des Îles	1	97,00 \$
L'Écho Abitibien	1	57,06 \$
Législation complète au Code municipal	4	1 152,00 \$
Législation complète au Code municipal	1	390,95 \$
Les Actualités	1	70,00 \$
Loi d'accès à l'information annotée	5	529,50 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	7	769,30 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	1	98,90 \$
Loi sur les cités et villes	2	120,00 \$
Loi sur les cités et villes	1	63,00 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

Abonnements	Quantité	Coût total
Loi sur les cités et villes	3	279,00 \$
Loi sur les cités et villes	4	524,00 \$
Loi sur les cités et villes	1	236,95 \$
Loi sur les élections et les référendums - Loi sur l'organisation territoriale, versions électroniques	1	80,00 \$
Lois du Québec	2	600,00 \$
Lois municipales, volumes 1 et 2	4	408,00 \$
Magazine Gaspésie	1	23,00 \$
Magazine Infopress	1	99,00 \$
Magazine Vitalité économique	1	38,93 \$
Recueil Le règlement municipal	2	590,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	1 320,00 \$
Relations du travail en milieu municipal	1	733,00 \$
Revue de droit	1	18,00 \$
Revue du Barreau canadien	1	145,00 \$
Revue du Notariat	1	87,95 \$
Revue juridique Thémis	1	48,00 \$
Revue Organisations et territoires	1	90,00 \$
Stanstead Journal	1	37,50 \$
Tribunaux administratifs du Québec	2	163,80 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web du Ministère www.mamrot.gouv.qc.ca Mise en ligne en 1999	Bienvenue Welcome	42 000 \$	7 300 \$/an	N/A	En 1999, la fusion du ministère des Affaires municipales et du ministère de la Métropole impliquait une intégration des contenus respectifs des sites Web de chacune de ces entités en une seule. Le nouveau site Web ministériel fut donc mis en ligne en octobre 2000. Depuis lors, le site n'avait pas été actualisé et il était devenu non conforme avec les nouvelles normes du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec. Ces normes devaient être appliquées par tous les ministères et organismes dès juin 2002. Outre cette non-conformité avec l'identification graphique gouvernementale, une refonte en profondeur du site se devait d'être réalisée en fonction des besoins de diffusion d'information et de transmission de renseignements identifiés par les répondants du Ministère. De plus, le site Internet se devait d'être simplifié en favorisant une consultation et un repérage d'information plus conviviaux.
Refonte en 2002	Bell Canada	36 700 \$	0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	En septembre 2002, l'ex-ministère des Affaires municipales et de la Métropole mettait en ligne son nouveau site Internet. Le site Web du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir (MAMSL) représente un instrument privilégié de communication qui favorise l'utilisation des nouvelles technologies tel que le privilégie la Loi de l'administration publique. La clientèle primaire visée par le site du MAMSL regroupe l'ensemble des intervenants du monde municipal, dont les élus, les secrétaires-trésoriers et les greffiers des municipalités du Québec.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web du Ministère pour 2004-2005	David Drouin		2 598 \$ contrat pour le transfert en XHTML en 2004		<p>Avec la fusion du Secrétariat au Loisir et au Sport, le visuel a été retravaillé légèrement afin d'assurer un lien de parenté entre les deux sites (Affaires municipales et Métropole ainsi que Sport et Loisir). Le site Web du MAMSL poursuit les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'accessibilité à l'information ministérielle • Répondre aux besoins et attentes des internautes – usagers • Maintenir un site dynamique qui favorise la consultation, la diffusion et les échanges d'information parmi les internautes usagers • Favoriser la concertation entre tous les intervenants • Offrir des produits et des services, par l'entremise du Web, adaptés aux besoins des municipalités, des intervenants du sport et du loisir • Présenter une vision intégrée et moderne du Ministère • Assurer au Ministère un rôle de leadership pour les questions relevant du volet municipal, du volet de la métropole et du volet du sport et du loisir sur l'inforoute • Faire en sorte que le site du Ministère soit un incontournable tant pour la quantité des informations qui s'y trouvent que pour leur qualité • Développer des outils de communications internes (carte d'anniversaire électronique et transmise par le sous-ministre, vœux animés du Ministère aux employés, carte de vœux des fêtes du MAMSL virtuelle). <p>Lors du remaniement ministériel de février 2005, le volet sport et loisir a été transféré au domaine de l'éducation. Le Ministère s'est vu confier un nouveau mandat celui des régions.</p>
	François Gagnon		9 200 \$ contrat pour l'entretien de la section sport et loisir avec la technologie .net		
	Jean-Michel Girard		1 150 \$		
	Sébastien Gagnon		2 930 \$		

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web du Ministère pour 2005-2006	Félix Blanchette-Lamarche Pierre Sénéchal Écritout François Gagnon		8 343 \$ 90 \$ 30 \$ 630 \$ 6 000 \$ 1 800 \$		Intégration de la nouvelle image institutionnelle au site Internet du Ministère. <ul style="list-style-type: none"> • Création de feuilles de style en cascades complètes pour intégrer efficacement le nouveau concept graphique dans le respect des normes ministérielles. • Préparation de la procédure de la migration technique. • Création et ajustement de l'outil de gestion. • Participation à l'intégration du contenu et des éléments graphiques. Révision de formulaire du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale pour dépôt sur le site Internet du Ministère, appel de candidature de La Bostonnais. Rédaction de différents textes présentant les diverses régions administratives. Réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère dont les fiches sur les réussites rurales. Réalisation d'un formulaire interactif relativement à la mise à jour des données du système A-01 (organisation municipale). Plus communément appelé répertoire des municipalités.
Gestion du site Web du Ministère pour 2007-2008			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère.
Gestion du site Web du Ministère pour 2008-2009			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web du Ministère pour 2009-2010	REP Solution		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère.
Refonte entamée	Infoglobe	23 625 \$	2 000 \$		Utilisation de l'outil Openfield pour la gestion et l'envoi du cyberbulletin ministériel. Un projet de refonte du site Web a été démarré et vise à : <ul style="list-style-type: none"> • mettre à jour les contenus et élaguer les contenus périmés; • revoir la structure d'information et la navigation; • répondre aux nouvelles exigences gouvernementales;
					<ul style="list-style-type: none"> • améliorer l'efficacité de l'équipe Web avec l'implantation d'un gestionnaire de contenu; • concevoir un site évolutif. L'appel d'offres a été lancé, la firme a été sélectionnée, le manuel d'organisation de projet a été rédigé et la structure d'information et les contenus ont commencé à être révisés
Gestion du site Web du Ministère pour 2010-2011	REP Solution		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Web du Ministère.
Refonte complétée	Infoglobe	62 125 \$	2 000 \$		Utilisation de l'outil Openfield pour la gestion et l'envoi du cyberbulletin ministériel. Le nouveau site Web ministériel a été mis en ligne le 16 décembre 2010. Cette refonte a permis d'implanter un gestionnaire de contenu (Typo3), de moderniser l'aspect graphique, de réorganiser la structure d'information et d'ajouter de nouvelles fonctionnalités.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web du Ministère pour 2011-2012	Infoglobe	3 010 \$	0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Web du Ministère.
Refonte -- avenant					Afin de livrer en temps le nouveau site Web en 2010-2011, la programmation de certaines applications a été retardée. Parmi les applications développées après la refonte, l'une d'entre elles a dû être programmée deux fois étant donné qu'une nouvelle façon de faire a été mise en place au Ministère.
Améliorations au site et à l'outil de gestion	Infoglobe	3 000 \$			À la suite de la refonte du site Web en 2010-2011, quelques améliorations mineures ont dû être apportées au site Web durant l'année 2011-2012.
Gestion du site Web du Ministère pour 2012-2013	Infoglobe		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages pour le site Web du Ministère.
	CSPQ		1 000 \$ (entretien) (hébergement ¹)		

¹ Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base la dépense en hébergement attribuable à ce projet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Intranet ministériel Mise à jour 2006-2007	Maxime Nadeau		1 008 \$	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2007-2008			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2008-2009			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2009-2010			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2010-2011			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Intranet ministériel Mise à jour 2011-2012			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Refonte entamée	CSPQ	4 672 \$			Un projet de refonte de l'intranet a été démarré et vise à : <ul style="list-style-type: none"> • faire de l'intranet l'outil privilégié de la communication interne; • mettre à jour les contenus et élaguer les contenus périmés; • revoir la structure d'information et la navigation; moderniser l'aspect graphique;
					<ul style="list-style-type: none"> • ajouter de nouvelles fonctionnalités; • répondre aux nouvelles exigences gouvernementales. La technologie SharePoint, déjà utilisée au MAMROT pour d'autres projets dont le PGAMR, sera implantée pour l'intranet. Le CSPQ réalisera le projet en collaboration avec la Direction des communications. À ce jour, le manuel d'organisation de projet a été rédigé, la structure d'information a été revue et le concept graphique a été conçu.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.
--------------	--

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Intranet ministériel Mise à jour 2012-2013			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages pour l'intranet ministériel.
Refonte terminée	CSPQ ¹ CSPQ	286 000 \$	(hébergement ¹)		La première phase de la refonte du site intranet ministériel a été mise en ligne le 13 juillet 2012. Cette refonte a permis d'implanter un gestionnaire de contenu (SharePoint), de moderniser l'aspect graphique et de réorganiser la structure d'information. Une deuxième phase de la refonte a été mise en ligne le 1 ^{er} octobre 2012 et a consisté en l'ajout de nouvelles fonctionnalités (calendrier des événements, forum de discussion, bulletin électronique, moteur de recherche avancé).

¹ Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base la dépense en hébergement attribuable à ce projet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.</p>
--------------	---

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Élections municipales 2005 www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca Créé en 2005	Caractéra (conception et programmation) Cortexte (rédaction)	19 955 \$ 9 307 \$	0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	<p>En novembre 2005, les élections municipales ont eu lieu pour la première fois en même temps dans toutes les municipalités québécoises, afin de renforcer la démocratie locale. Les objectifs du site, mis en ligne en février 2005, ont été de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en valeur le rôle de la municipalité dans la vie de tous les jours • Y intéresser le citoyen et susciter sa participation au vote • Susciter les candidatures de citoyens et de citoyennes et plus particulièrement de femmes, de jeunes et de membres des communautés culturelles aux élections • Mettre en valeur le rôle de l' élu municipal et sa contribution essentielle à la société • Mettre en valeur l'événement historique que constituent les élections 2005, moment charnière en politique municipale québécoise.
Gestion du site Web Élections municipales pour 2008-2009			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	<p>Depuis les élections de novembre 2005, ce site était un sous répertoire du site du Ministère.</p> <p>Ce site a été mis à jour et mis en ligne au début de juin 2009.</p>
Gestion du site Web informationnel Élections municipales pour 2009-2010 Refonte			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	<p>Le nouveau site Web des élections municipales a été mis en ligne au début de juin 2009. Le nouveau visuel a été employé, la structure d'information a été revue et les textes ont été mis à jour.</p> <p>À la fin de décembre 2009, les résultats des élections municipales de 2009 ont été incorporés au site informationnel.</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web Élections municipales pour 2010-2011			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Mise à jour, selon les besoins.
Gestion du site Web Élections municipales pour 2011-2012			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Mise à jour, selon les besoins.
Gestion du site Web Élections municipales pour 2012-2013	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (même hébergement que le site Web du ministère ¹)	Ponctuelle, en fonction des besoins	En octobre 2012, le contenu du site a été revu en entier afin d'informer sur les futures élections municipales (2013) et d'enlever toutes références aux élections de 2009 (exception des résultats).

¹ Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base la dépense en hébergement attribuable à ce projet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.</p>
--------------	---

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Piscines résidentielles www.piscines.gouv.qc.ca	CSPQ – information gouvernementale -Allard Johnson	20 735 \$ 1 899 \$	0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Nouveau site mis en ligne en juillet 2007
Mise en ligne en 2007	Vox Communications	450 \$			
Gestion du site Web Piscines résidentielles pour 2008-2009			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Mise à jour mensuelle, selon les besoins.
Gestion du site Web Piscines résidentielles pour 2009-2010			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	Mise à jour, selon les besoins.
Gestion du site Web Piscines résidentielles pour 2010-2011			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	En juillet 2010, le site Web a été fermé et le contenu a été inclus au site Web ministériel.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Troisièmes ateliers de la coopération décentralisée www.troisiemesateliers.com Mise en ligne en 2008	Les dompteurs de souris (Graphisme) Plan de vol (intégration Web) Réseau Internet Québec (hébergement)	4 178,50 \$ 7 255,00 \$ 570,88 \$	0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Hebdomadaire	Le site a été créé en mai 2008 dans le cadre des Troisièmes ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée qui se tenait à Québec.
Gestion du site Web Troisièmes ateliers de la coopération décentralisée pour l'année 2009-2010	Réseau Internet Québec (hébergement)	523,40 \$	0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Seuls les Actes ont été déposés dans le site en décembre 2009	Le contrat d'hébergement du site Web a été prolongé jusqu'au 31 mars 2010. Le site Web devrait être transféré vers la Région Rhône-Alpes qui organisera les 4 ^{es} Assises.
Gestion du site Web Troisièmes ateliers de la coopération décentralisée pour l'année 2010-2011	Réseau Internet Québec (hébergement + nom de domaine)	118,85 \$	0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	En juin 2010, le site Web a été transféré sur le même serveur que le site Web ministériel. En janvier 2011, le site Web a été fermé. L'adresse www.troisiemesateliers.com a été redirigée vers le site Web des Quatrièmes Assises (www.4assisesfrancoquebecoises.com).

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web Semaine de la municipalité 2009-2010			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	C'est pendant l'année 2009-2010 que le site Web de la Semaine de la municipalité a vu le jour (la Semaine ayant eu lieu du 31 mai au 6 juin 2009). Lors des années antérieures, l'information concernant cette semaine se trouvait directement dans le site Web ministériel. En mars 2010, le site a été revu afin de refléter les nouvelles couleurs de l'événement qui a eu lieu du 30 mai au 5 juin 2010.
Gestion du site Web Semaine de la municipalité 2010-2011			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	En février 2011, le site Web a été mis à jour pour s'arrimer à la Semaine de la municipalité 2011 qui a eu lieu du 5 au 11 juin 2011.
Gestion du site Web Semaine de la municipalité 2011-2012			0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	N/A	En février 2012, le site Web a été mis à jour pour s'arrimer à la Semaine de la municipalité 2012 qui a eu lieu du 3 au 9 juin 2012.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.</p>
--------------	---

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Gestion du site Web Semaine de la municipalité 2012-2013	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (même hébergement que le site Web du ministère ¹)	Ponctuelle, en fonction des besoins	Au début de l'année 2013, le site Web sera mis à jour pour s'arrimer à la Semaine de la municipalité 2013 qui aura lieu du 2 au 8 juin 2013.
www.portail.mamrot.gouv.qc.ca	DGTIC pour hébergement	351 551 \$	3 500 \$/année	N/A	Une fois au coût de 24 250 \$ (rafraîchissement). Remplacé en juin 2011 par le PGAMR.
PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca	TOTAL CSPQ R3D Alithis Services Conseils (Sinapse) AECOM Consultants Inc.	5 238 162 \$ 3 783 748\$ 839 002\$ 73 569\$ 7 000\$		Continueuse	Refonte du portail municipal mis en ligne en juin 2010 en raison de la désuétude technologique. Refonte dans une technologie moderne assurant la pérennité et l'évolutivité du système et offre de service améliorée.

¹ Le CSPQ n'est pas en mesure d'identifier dans l'entente de base la dépense en hébergement attribuable à ce projet.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.
--------------	--

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
SIGAT Géo : https://www.SIGATGeo.mamrot.gouv.qc.ca	Le Bureau Géo inc. (LBGI) et DGTIC	415 000 \$ incluant l'application transactionnelle	64 600 \$/année	N/A	Site remplacé en 2010 par le suivant.
SIGAT Géo : https://www.sigatgeo.mamrot.gouv.qc.ca/default.aspx	AECOM Consultants Inc. (Tecsult) CSPQ	410 000 \$	76 300\$ (entretien) 173 000\$ ² (hébergement)	Hebdomadaire	Refonte complète en 2009 au coût de 410 000 \$ pour remplacer la version initiale mise en ligne en 2003. Désuétude de la technologie précédente qui ne répondait plus aux besoins de la clientèle. Refonte dans une technologie moderne assurant la pérennité et l'évolutivité du système.
SIGAT Texte : https://www.sigattexte.mamrot.gouv.qc.ca/sigattexte.aspx	AGIR Inc. CSPQ	237 000 \$	6 000 \$/année (entretien) (hébergement ²)	Quotidienne	
SIGAT Partage : https://www.applications.mamrot.gouv.qc.ca/f02/accueil.do?methode=accéder	MAMROT/Systématix CSPQ	75 000 \$	0 \$ (réalisé à l'interne) (hébergement ²)	Selon les projets de partenariats publiés	

² L'hébergement des trois « SIGAT » est effectué par le CSPQ au coût de 173 000\$ pour 2012-2013.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Site	Description
www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	<p>Les objectifs de ce site, mis en ligne en février 2005 et conçu par la Direction des communications du Ministère, étaient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Mettre en valeur le rôle de la municipalité dans la vie de tous les jours ○ Y intéresser le citoyen et susciter sa participation au vote ○ Susciter les candidatures de citoyens et de citoyennes et plus particulièrement de femmes, de jeunes et de membres des communautés culturelles aux élections ○ Mettre en valeur le rôle de l' élu municipal et sa contribution essentielle à la société ○ Mettre en valeur l'événement historique que constituent les élections 2005, moment charnière en politique municipale québécoise, puisque les élections municipales ont eu lieu pour la première fois en même temps dans toutes les municipalités québécoises. <p>Pour les élections municipales 2009, le site a été revu et c'est la Direction des communications du Ministère qui l'a, de nouveau, conçu : nouveau concept visuel, réorganisation de la structure d'information et mise à jour du contenu. Au début de 2013, le site sera entièrement revu (concept graphique et structure d'information) pour tenir compte des futures élections.</p>
www.semainedelamunicipalite.gouv.qc.ca	<p>Ce site, conçu dans le but de promouvoir la Semaine de la municipalité auprès des citoyens et des municipalités, vise à mettre de l'avant les actions et les valeurs qui caractérisent les communautés du Québec et également à mieux faire connaître les nombreux services offerts par les municipalités.</p> <p>C'est pendant l'année 2009-2010 que ce site a vu le jour. Lors des années antérieures, l'information concernant la Semaine de la municipalité se trouvait directement dans le site Web ministériel. À chaque début d'année, le site est revu (nouveau concept visuel et mise à jour du contenu) et c'est la Direction des communications du Ministère qui en est responsable.</p>
www.portail.mamrot.gouv.qc.ca	<p>Ce site web n'est maintenant plus actif. Il a été remplacé par le portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales (www.portailmunicipal.gouv.qc.ca) en juin 2011.</p>
SIGAT Géo https://www.sigatgeo.mamrot.gouv.qc.ca/default.aspx	<p>SIGAT Géo est un système de diffusion des bases de données géographiques numériques reliées à l'aménagement et au développement du territoire, dont les schémas d'aménagement des MRC du Québec. Ce site dessert principalement les aménagistes et urbanistes des municipalités locales, des municipalités régionales de comté et des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il sert à consulter les données géomatiques de référence des schémas d'aménagement du Québec ainsi que plusieurs autres données géographiques utiles à la gestion quotidienne des municipalités.</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Site	Description
SIGAT Texte https://www.sigattexte.mamrot.gouv.qc.ca/sigattexte.aspx	SIGAT Texte est une bibliothèque virtuelle d'environ 35 000 documents accompagnés de plus de 50 000 cartes numérisées, rattachée aux schémas d'aménagement et à SIGAT Géo. Ce site donne l'accès aux bases de données textuelles des schémas d'aménagement des MRC et est réservé aux aménagistes et urbanistes des municipalités, des MRC, des MO du gouvernement du Québec. Il sert à consulter les documents d'aménagement adoptés par les MRC ainsi que les orientations et les avis gouvernementaux ayant trait aux schémas d'aménagement du territoire.
SIGAT Partage https://www.applications.mamrot.gouv.qc.ca/f02/accueil.do?methode=accéder	SIGAT Partage est une application collaborative pour faciliter le développement de partenariats d'acquisition et de production de données géomatiques. Il permet de mettre en contact les intervenants des réseaux municipaux, gouvernementaux et d'utilités publiques.
PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca	<p>Le Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales (PGAMR) est un portail offrant une porte d'accès sécuritaire aux services électroniques transactionnels entre les organismes municipaux et les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il utilise les services d'authentification de clicSÉCUR pour garantir la sécurité des transactions.</p> <p>Vingt-une prestations électroniques de services (PÉS) sont actuellement disponibles sur le PGAMR dans 13 domaines d'affaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SESAMM (système électronique de saisie de données financières des municipalités) avec trois PÉS; • Indicateurs : Suivi des indicateurs de gestion municipaux; • STEFE (financement permanent des municipalités) avec deux PÉS; • SOMAE (système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux); • SIGAT (système d'information et de gestion de l'aménagement du territoire) avec trois PÉS; • GDT (Système de transmission des permis municipaux de construction et de rénovation) avec deux PÉS; • Compens@tions (Programme de compensations tenant lieu de taxes); • Pacte Rural (Reddition de compte dans le cadre du Pacte Rural et Laboratoires ruraux et produits de spécialité) avec deux PES; • FCCQ (Présentation d'un projet dans le cadre du Fonds Chantier Canada-Québec); • PIQM et PIQM-Conduites (Présentation d'un projet dans le cadre du programme d'Infrastructures Québec Municipalités); • TECQ (Reddition de compte dans le cadre du programme des Taxes sur l'Essence Canada-Québec); • PRECO (Saisie des demandes financières pour le programme de renouvellement des conduites d'eau potable et eaux usées);

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Site	Description
	<ul style="list-style-type: none"> • GESV (Gestion environnementale des sels de voirie). Dix-huit PÉS sont sous la responsabilité du MAMROT alors que GDT est sous la responsabilité de la Régie du bâtiment et GESV du ministère des Transports du Québec. <p>Le PGAMR offre également quatre transferts de fichiers sécurisés pour les demandes au Fonds municipal Vert, les déclarations à la stratégie québécoise d'économie d'eau potable, le transfert des certificats de l'évaluateur et les demandes d'autorisations du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et mesures de surveillance.</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 28	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : la liste; les mandats; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.
--------------	--

Nomination	Mandat	Sommes impliquées
Nancy Lavoie	Médiation entre la Ville de Sherbrooke et la Municipalité de Stoke pour la conclusion d'une entente sur le partage des sommes versées au fond local réservé à l'entretien de certaines voies publiques.	Aucune
Nancy Lavoie	Médiation entre la Municipalité de Béarn et la Municipalité de Lorrainville pour la conclusion d'une entente sur le partage des sommes versées au fond local réservé à l'entretien de certaines voies publiques.	Aucune
Nancy Lavoie	Médiation entre la Ville de La Pocatière et Sainte-Anne-de-la-Pocatière pour la conclusion d'une entente sur le partage des sommes versées au fond local réservé à l'entretien de certaines voies publiques.	Aucune
Robert Pagé et Jean Rioux	Administration provisoire de la Municipalité de La Martre puisqu'il n'y a plus quorum au sein du conseil municipal	Aucune
Richard Quirion et Jacques Lareau	Administration provisoire de la Municipalité de Saint-Augustin faute de quorum au sein du conseil municipal	Aucune
Nancy Lavoie et Denis Marsolais	Administration provisoire de la Municipalité de Saint-Wenceslas, faute de quorum au sein du conseil municipal	Aucune
Robert Sabourin	Conciliation pour aider les municipalités de Sainte-Martine, Mercier, Saint-Isidore et Saint-Urbain-Premier à trouver un accord dans le litige qui implique les municipalités par l'entente relative à la Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay (RIAVC)	Aucune
Gaétan Désilets	Médiation, mandaté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 27 juin 2012 : desserte d'eau potable en protection incendie de la station de pompage d'Ultramar dans le projet du Pipeline Saint-Laurent – Médiation entre la Paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham et la Ville de Drummondville.	Aucune.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 28	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : la liste; les mandats; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.
--------------	--

Nomination	Mandat	Sommes impliquées
Roche Ltée Groupe-Conseil	<p>En juin 2012, le MAMROT a confié à la firme Roche Ltée Groupe-Conseil un mandat de recherche et développement sur la désuétude externe de marché des immeubles industriels.</p> <p>Ce mandat comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des regroupements d'immeubles industriels à vocation unique ou limitée; - l'élaboration des indicateurs de détection de la présence de désuétude externe de marché; - une proposition des bonifications appropriées au guide intitulé « La dépréciation des bâtiments industriels aux fins d'évaluation foncière municipale au Québec », publié par le MAMROT en 2005. 	22 000 \$
Services de médiation et d'arbitrage R.M. inc. (Réal Mireault)	Agir à titre de représentant du ministre au sein du comité d'arbitrage chargé de déterminer si le projet du super PEPS de l'Université Laval peut être inscrit à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif de l'agglomération de Québec. Ce comité est constitué en vertu de l'article 44.2 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (LECCMCA).	15 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 29

Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

RÉGIONS	TOTAL PAR RÉGION
03 – Capitale Nationale	7 449,83
06 – Montréal	13 004,17
07 – Outaouais	476,85
09 – Côte-Nord	2 190,91
17 – Centre-du-Québec	159,69

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le nombre total de demandes reçues; le nombre total de demandes rejetées; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 31

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

La réponse à cette question pourrait se retrouver aux questions 3 et 4.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande #32

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 33

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande #34

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 36

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	Description sommaire du mode de subvention	Remboursements 2012-2013 obtenus au 30 novembre 2012 en contrepartie des :	
		Subventions versées	Frais de gestion des programmes
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	362 904 \$	15 198 \$
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	426 985 \$	
Taxe fédérale d'accise sur l'essence II ¹	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	371 700 000 \$	
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	0 \$	
Fonds Chantiers Canada-Québec Collectivités et Grandes Villes	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	16 170 590 \$	240 030 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec Grands projets	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	0 \$	
Programme d'infrastructures de loisirs	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	9 107 \$	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	29 206 219 \$	1 258 000 \$
PRECO	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	0 \$	

¹ La contribution fédérale attribuée par la SOFIL au MAMROT selon l'entente signée le 13 mai 2009 correspond à 1 486,8 M\$. Le remboursement annuel du fédéral correspond à 25% de cette somme.

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA - QUÉBEC 2000

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2012-10-17	324 237 \$	2012-10-17	15 198 \$
2012-11-06	38 667 \$		
Total 2012-2013	362 904 \$	Total 2012-2013	15 198 \$

FONDS SUR L'INFRASTRUCURE MUNICIPALE RURALE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2012-06-26	426 985 \$		
Total 2012-2013	426 985 \$	Total 2012-2013	0 \$

FONDS CANADIENS SUR L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Total 2012-2013	0 \$		

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC VCGV

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2012-04-02	54 120 \$	2012-08-13	65 738 \$
2012-10-25	1 054 052 \$	2012-06-30	174 292 \$
2012-10-26	15 062 418 \$		
Total 2012-2013	16 170 590 \$	Total 2012-2013	240 030 \$

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC GP

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Total 2012-2013	0 \$	Total 2012-2013	0 \$

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES DE LOISIRS

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2012-11-19	9 107 \$		
Total 2012-2013	9 107 \$	Total 2012-2013	0 \$

FONDS DE STIMULATION DE L'INFRASTRUCTURE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2012-06-26	3 364 564,87 \$	2012-06-01	1 258 000,00 \$
2012-08-20	10 781 701,13 \$		
2012-08-24	14 174 362,13 \$		
2012-09-26	474 175,63 \$		
2012-09-26	411 415,41 \$		
Total 2012-2013	29 206 219 \$	Total 2012-2013	1 258 000 \$

PRECO

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Total 2012-2013	0 \$	Total 2012-2013	0 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 37

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versements; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Conférence régionale des élus	Nombre d'ententes spécifiques signées par toutes les parties en 2012- 2013 (en date du 30 novembre 2012)	Précisions
01 - Bas-Saint-Laurent	1	Voir annexe 1 (p.1 à 3)
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	Voir annexe 1 (p.3 à 7)
03 - Capitale-Nationale	0	
04 - Mauricie	2	Voir annexe 1 (p.7 à 14)
05 - Estrie	0	
06 - Montréal	1	Voir annexe 1 (p.14 à 18)
07 - Outaouais	0	
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	
09 - Côte-Nord	0	
10 - Administration régionale Kativik	1	Voir annexe 1 (p.19 à 21)
10 - Baie-James	0	
10 - Administration régionale crie	0	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	
12 - Chaudière-Appalaches	1	Voir annexe 1 (p.22 à 27)
13 - Laval ²	1	Voir annexe 1 (p.27 à 31)
14 - Lanaudière	0	
15 - Laurentides	0	
16 - Montérégie-Est	0	
16 - Longueuil ²	1	Voir annexe 1 (p.31 à 32)
16 - Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	0	
17 - Centre-du-Québec	1	Voir annexe 1 (p. 32 à 34)

ANNEXE 1

ENTENTES SIGNÉES 2012-2013 AU 30 NOVEMBRE 2012

01- BAS-SAINT-LAURENT

1) Entente de partenariat régional en tourisme (2012-2015)

OBJET DE L'ENTENTE

L'entente a pour objet d'associer les partenaires à la réalisation des priorités régionales de développement de l'offre touristique afin de maximiser l'apport de cette industrie à l'économie dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux partenaires. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des partenaires et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique sur le territoire de la région touristique de l'ATR.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les projets doivent être structurants et contribuer à renouveler l'offre touristique de la région. Ils doivent favoriser l'atteinte de la majorité des objectifs suivants :

- renforcer la notoriété et le pouvoir attractif de la destination;
- participer à la bonification de l'offre touristique par l'amélioration ou l'ajout de produits aptes à stimuler l'augmentation du nombre de touristes dans la région;
- atténuer les écarts de la saisonnalité;
- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- viser à l'« exportabilité » de l'offre touristique;
- susciter l'augmentation de la durée de séjour et ainsi du nombre des nuitées;
- favoriser le maintien ou la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du MTO

Aux fins de la présente entente, le MTO s'engage à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de l'ATR

Aux fins de la présente entente, l'ATR s'engage à :

- présider le comité de gestion;

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, et ce, à partir des revenus de la taxe sur l'hébergement;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- diffuser le guide du promoteur, les dates de tombée ou toute autre information pertinente au regard de l'EPRT;
- recevoir les demandes d'aide financière et valider leur admissibilité;
- produire, pour chaque projet reçu, une fiche d'analyse de projet laquelle doit comprendre minimalement les éléments précisés à l'annexe D;
- transmettre à tous les membres du comité de gestion les fiches d'analyse de projet ainsi qu'un tableau de suivi des projets (annexe E) au plus tard 10 jours avant la tenue d'une rencontre;
- assumer la responsabilité de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel du comité de gestion;
- informer les promoteurs des projets reçus ou du refus de leur projet;
- élaborer et soumettre aux partenaires la convention d'aide financière devant être conclue avec chacun des promoteurs;
- transmettre aux partenaires une copie signée des conventions d'aide financière des projets soutenus, incluant le montage financier des projets;
- respecter le cadre de visibilité libellé à l'annexe C;
- effectuer des demandes de versement aux partenaires tel que précisé à l'article 6.2;
- procéder au versement et au suivi des déboursés des projets retenus dans le cadre de la présente entente;
- assurer la réception de pièces justificatives ou d'attestations d'un comptable reconnu par un ordre (CA, CMA, CGA) confirmant les coûts et le financement de chaque projet retenu;
- produire un bilan annuel tel que prévu à l'annexe F et le transmettre aux partenaires au plus tard 90 jours suivant la fin de l'année financière.
- Administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente conformément aux conditions, mesures et normes applicables aux partenaires;
- déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente;
- produire un rapport final sur l'utilisation de la participation financière;
- rembourser aux partenaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente.

Engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de la CRÉBSL

Aux fins de la présente entente, la CRÉBSL s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, à partir du FDR et dans le respect des normes applicables à ce Fonds, tel que décrit à l'annexe H;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion;
- décider des projets devant bénéficier de sommes provenant du FDR après avoir consulté le comité de gestion.

DURÉE DE L'ENTENTE

L'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les partenaires et prend fin le 31 mars 2015. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des partenaires seront complétées à l'égard des projets retenus.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Bailleurs de fonds	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MTO	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	525 000 \$
ATR	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	525 000 \$
CRÉBSL	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
TOTAL	390 000 \$	390 000 \$	390 00 \$	1 170 000 \$

02- SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN

1) Entente spécifique sur la consolidation et le développement de l'exploration minérale dans la région du Saguenay–lac-saint-jean 2012-2015

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet la mise en commun de ressources financières ou autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux PARTIES concernées, aux fins, d'une part, de favoriser la continuation du développement et la consolidation de la structure de recherche de type consortium qu'est le CONSOREM, structure alliant les gouvernements, l'entreprise privée et des universités, et, d'autre part, d'accroître la recherche appliquée sur les géotechnologies de l'exploration minérale au Québec et de soutenir des activités de développement minéral au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

La présente entente a comme objectif de contribuer au succès de l'exploration minérale au Québec et au Saguenay–Lac-Saint-Jean par un développement minéral durable :

En regard de la performance de l'exploration minérale au Québec

- 1.1. Contribuer à la performance des membres industriels de CONSOREM;
- 1.2. Contribuer à la performance de l'ensemble de l'industrie;
- 1.3. Favoriser une interaction et une concertation entre différents intervenants du secteur minéral du Québec;

En regard du développement minéral du Saguenay–Lac-Saint-Jean

- 1.4. Favoriser les activités d'exploration minérale et attirer des entreprises à œuvrer dans la région;
- 1.5. Favoriser une interaction et une concertation régionales entre les intervenants du secteur minéral de la région;

En regard de la formation d'une main-d'œuvre qualifiée en exploration minérale

- 1.6. Offrir de la formation sur mesure à la main-d'œuvre active de l'industrie;
- 1.7. Contribuer à la formation d'étudiants de cycles universitaires en sciences de la Terre

En regard de la pérennité du CONSOREM

- 1.8. Assurer le membership industriel du CONSOREM;
- 1.9. Évaluer l'efficacité et les impacts du CONSOREM;
- 1.10. Assurer le financement du CONSOREM.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

2. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

Dans le respect de leurs politiques et mandats respectifs, les PARTIES s'engagent à :

- Mettre en place le comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente prévu à la clause 9;

- Désigner une représentante ou un représentant pour siéger au comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Prendre part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- Soutenir les actions visant l'atteinte des objectifs de l'entente par l'expertise professionnelle et les outils dont elles disposent.

3. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

3.1. Les engagements du MRNF

Aux fins de la présente entente, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune s'engage à :

- 3.1.1. Soutenir financièrement le CONSOREM, pour un montant total de 450 000 \$, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières figurant à la clause 6 et selon les modalités de versement prévues à cette clause;
- 3.1.2. Désigner une représentante ou un représentant au conseil d'administration et au comité scientifique du CONSOREM.

3.2. Les engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- 3.2.1. Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 3.2.2. Être dépositaire de l'entente spécifique.

3.3. Les engagements du MDEIE

Aux fins de la présente entente, le MDEIE s'engage à :

- 3.3.1. Soutenir financièrement la réalisation de projets identifiés par le CONSOREM selon l'offre de services du Ministère, dans la mesure qu'ils soient complémentaires aux autres projets financés par le MDEIE et qu'ils s'inscrivent dans les objectifs de ce dernier.

3.4. Les engagements de la CRÉ

Aux fins de la présente entente, la CRÉ s'engage à :

- 3.4.1. Soutenir financièrement le CONSOREM, dans le cadre du Fonds de développement régional (FDR) en réservant un montant total de 225 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières conformément aux normes et règles de gestion applicables au FDR, au respect de la politique de gestion contractuelle et des règles d'adjudication des contrats en vigueur à la CRÉ, et selon les modalités de versement prévues à la clause 6;
- 3.4.2. Présider le comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente et prendre les décisions concernant l'affectation des sommes d'argent provenant du FDR.

3.5. Les engagements du Consortium de recherche en exploration minérale

En regard de la réalisation des objectifs de la présente entente prévus à la clause 3, le CONSOREM s'engage à :

- 3.5.1. Réaliser des projets de recherche avant-gardistes, innovateurs et répondant aux besoins des entreprises en générant des outils pour l'exploration;

- 3.5.2. Diffuser les outils et les résultats des projets de recherche aux membres du CONSOREM;
- 3.5.3. Assurer le transfert et l'implantation des outils et des résultats des projets de recherche chez les membres industriels du CONSOREM;
- 3.5.4. Augmenter sa capacité de recherche afin de rejoindre les intérêts de l'ensemble des membres industriels du CONSOREM;
- 3.5.5. Procéder à la diffusion publique des outils et des résultats des projets de recherche, notamment par l'organisation d'une session de conférences dans le cadre du congrès annuel du MRNF sur la géologie;
- 3.5.6. Organiser des activités de transfert de connaissance et de formation, notamment par l'organisation d'un atelier dans le cadre du congrès annuel du MRNF sur la géologie;
- 3.5.7. Favoriser l'adhésion de nouveaux membres industriels au CONSOREM;
- 3.5.8. Concerter les intervenants régionaux et définir les priorités régionales en regard du développement minéral au Saguenay–Lac-Saint-Jean;
- 3.5.9. Établir les priorités de recherche et une programmation d'activités annuelles;
- 3.5.10. Procéder à une évaluation des résultats de projets de recherche et de l'impact du CONSOREM;

Aux fins de la présente entente, le CONSOREM s'engage à :

- 3.5.11. Déposer au comité de gestion, de suivi et d'évaluation le document intitulé *CONSOREM – Plan d'action 2012-2015* dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente;
- 3.5.12. Réaliser les activités prévues dans le document intitulé *CONSOREM – Plan d'action 2012-2015* qui, conformément à la clause 9, devra être adopté par le comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente dans les 90 jours suivant la signature de l'entente;
- 3.5.13. S'adjoindre, pour le financement et la réalisation des livrables définis dans le document *CONSOREM – Plan d'action 2012-2015*, d'autres partenaires financiers provenant d'organismes du milieu (MRC, CLD, etc.) et des ministères intéressés par l'entente;
- 3.5.14. Réaliser les activités pour permettre la concrétisation de la participation financière de 1 808 500 \$ des autres partenaires financiers de CONSOREM, comme défini au tableau des contributions complémentaires présenté à la clause 6;
- 3.5.15. Déposer annuellement au comité de gestion, de suivi et d'évaluation un rapport d'activités;
- 3.5.16. Tenir une comptabilité distincte des contributions financières faites en application de la présente entente et déposer un rapport financier annuel au comité de gestion, de suivi et d'évaluation;
- 3.5.17. Déposer, dans les 90 jours de l'expiration de la présente entente, au comité de gestion, de suivi et d'évaluation un bilan global quant à l'atteinte des objectifs prévus à la clause 3 et à la réalisation des activités prévues au document *CONSOREM – Plan d'actions 2012-2015*;
- 3.5.18. Déposer, dans les 90 jours de l'expiration de la présente entente, au comité de gestion, de suivi et d'évaluation un rapport financier global;
- 3.5.19. Déposer au comité de gestion, de suivi et d'évaluation, d'ici le 1^{er} janvier 2013, un plan d'action spécifique en regard des objectifs spécifiques définis aux clauses 3.4 et 3.5;

- 3.5.20. Organiser des rencontres et des échanges entre les membres et les chercheurs du CONSOREM sur les projets de recherche en cours ou à développer, ainsi que sur l'implantation des outils et des résultats de ces projets;
- 3.5.21. Présenter aux membres du CONSOREM les géotechnologies développées et faire la démonstration de leur applicabilité;
- 3.5.22. Former et animer un comité scientifique qui établira la programmation scientifique du CONSOREM et dont la composition sera déterminée annuellement par le conseil d'administration;
- 3.5.23. Réserver, pour la durée de l'entente, un siège aux représentantes ou aux représentants désignés du MRNF et de l'UQAC sur le conseil d'administration et sur le comité scientifique;
- 3.5.24. Assurer le maintien d'une équipe de recherche performante;
- 3.5.25. Réaliser des activités favorisant l'augmentation du nombre de ses membres;
- 3.5.26. Participer aux travaux du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et en assumer le support clérical;
- 3.5.27. Participer activement au congrès annuel du MRNF sur la géologie pendant toute la durée de l'entente en organisant une session de conférences inscrite au programme officiel et un atelier thématique en lien avec ses projets de recherche.

3.6. Les engagements de l'Université du Québec à Chicoutimi

Aux fins de la présente entente, l'UQAC s'engage à :

- 3.6.1. Soutenir financièrement le CONSOREM, pour un montant évalué à 50 000 \$ par année, en biens et services, selon les indications prévues au tableau des contributions financières et les modalités de versement prévues à la clause 6;
- 3.6.2. Désigner une représentante ou un représentant au « conseil d'administration » et au « comité scientifique » du CONSOREM;
- 3.6.3. Maintenir la politique de frais indirects utilisés dans l'entente 2007-2012, à savoir 15 % sur les contributions industrielles.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente prend effet à la date de signature par les PARTIES. Elle aura une durée de trois ans. Elle portera sur les années financières gouvernementales 2012-2013 à 2014-2015.

À l'expiration de la présente entente, le CONSOREM doit rembourser au MRNF, à la CRÉ et à l'UQAC tout montant non utilisé associé à la présente entente.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Modalités de versement des contributions financières

- 6.1 Pour la première année de l'entente, le MRNF et la CRÉ s'engagent à verser au CONSOREM leur contribution annuelle respective, comme indiqué dans le tableau des contributions financières qui suit, en un seul versement et dans les 30 jours suivant la signature de l'entente;
- 6.2 Pour les années subséquentes, le MRNF et la CRÉ s'engagent à verser au CONSOREM leur contribution annuelle respective, comme indiqué dans le tableau des contributions financières qui suit, en un seul versement et dans les 30 jours suivant la réception d'une recommandation positive du comité de gestion, de suivi et d'évaluation.

Pour émettre une recommandation positive, le comité de gestion, de suivi et d'évaluation devra tenir compte, après analyse, de l'accomplissement des engagements de CONSOREM et de l'atteinte des objectifs prévus à la clause 3 et à la clause 5.5.14.

1) Contributions des partenaires signataires de l'entente

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	TOTAL
MRNF	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
UQAC ¹	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
Total	275 000 \$	275 000 \$	275 000 \$	825 000 \$

2) Contributions complémentaires

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	TOTAL
Partenaires industriels ²	301 000 \$	327 500 \$	355 000 \$	983 500 \$
DEC	225 000 \$ ³	225 000 \$ ³	225 000 \$	675 000 \$
Autres	50 000 \$ ⁴	50 000 \$ ⁴	50 000 \$ ⁴	150 000 \$ ⁴
Total	576 000 \$	602 500 \$	630 000 \$	1 808 500 \$
Grand total	851 000 \$	877 500 \$	905 000 \$	2 633 500 \$

¹ Montant de la contribution en biens et services de l'Université évaluée à 50 000 \$/an, pour la durée de l'entente.

² La contribution des partenaires industriels provient de la cotisation des membres du CONSOREM avec augmentation annuelle à être approuvée en assemblée générale des membres.

³ Contribution 2012-2014 confirmée par l'entremise d'une entente entre le CONSOREM et DEC.

⁴ Contribution à adjoindre au financement et à la réalisation des livrables d'autres partenaires provenant d'organismes du milieu (MRC, CLD, etc.) et des ministères (MDEIE ou Emploi-Québec) intéressés par l'ente

04-MAURICIE

1) Entente spécifique sur le développement du tourisme culturel d'expérience dans la région de la Mauricie 2011-2014

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la réalisation de projets ou d'initiatives visant à promouvoir le développement culturel, touristique et économique de la région de la Mauricie par le biais du tourisme culturel d'expérience. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par la présente entente sont de :

- **Réseauter, concerter et outiller des intervenants en tourisme culturel d'expérience**
 - Mettre sur pied un service de conseils et d'accompagnement;
 - Mettre en place un « Club produits ».
- **Consolider et développer l'offre de produits de tourisme culturel d'expérience**
 - Soutenir l'émergence de « produits porteurs » et de « produits d'expérimentation ».
- **Promouvoir et commercialiser le tourisme culturel d'expérience**
 - Mettre en œuvre un plan de commercialisation collectif des produits développés;
 - Soutenir les actions de commercialisation des promoteurs de tourisme culturel d'expérience;

- Soutenir la commercialisation collective des produits muséaux en tourisme culturel d'expérience;
- Soutenir les actions de commercialisation d'Expérience métiers d'art.
- **Mettre en œuvre et gérer les actions**
 - Suivre et évaluer en continu les réalisations;
 - Mettre en œuvre et assurer le suivi de la présente entente, du plan d'action et du budget de la stratégie.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagement du MCCCCF

Le **MCCCCF** s'engage à :

Conformément à la lettre d'annonce du 12 janvier 2012 dans laquelle la Ministre s'est engagée à accorder, à la **CRÉ**, une subvention de 105 000 \$ pour la mise en œuvre de la présente entente, la Ministre versera à la **CRÉ** la somme de 105 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, de la façon suivante :

- a) une somme de 5 000 \$ à même les crédits de l'année financière 2011-2012;
- b) une somme de 50 000 \$ à même les crédits de l'année financière 2012-2013;
- c) une somme de 50 000 \$ à même les crédits de l'année financière 2013-2014.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente entente;

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports d'activités, des documents faisant état de l'atteinte des résultats et des rapports financiers de chacune des années financières.

Engagement de l'ATR

L'**ATR** s'engage à :

Dans le cadre de ses activités de soutien financier et sous réserve de la disponibilité de crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 22 500 \$, soit 7 500 \$ par année, de 2011-2012 à 2013-2014, somme qui sera versée à **CULTURE MAURICIE**;

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 27 500 \$ provenant du Fonds de partenariat en tourisme pour l'année 2012-2013, somme qui sera versée à **CULTURE MAURICIE**;

Pour la première année, les sommes accordées par l'**ATR** seront versées à **CULTURE MAURICIE** dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente entente;

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports d'activités, des documents faisant état de l'atteinte des résultats et des rapports financiers de chacune des années financières;

À l'intérieur de son réseau d'intervention, faire la promotion du tourisme culturel d'expérience et inciter les partenaires touristiques à collaborer dans la réalisation de la présente entente.

Engagement des CLD

Les **CLD** s'engagent à :

Sous réserve de la disponibilité de crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant chacun une somme minimale de 10 000 \$ en 2012-2013 afin de supporter les projets ou initiatives de tourisme culturel d'expérience sur leur territoire;

Mettre en œuvre sur leur territoire le plan d'action, incluant l'annexe sur les critères et modalités d'attribution des aides financières, approuvés par le comité de gestion;

Faire la promotion du tourisme culturel d'expérience sur leur territoire et inciter les organismes à collaborer dans la réalisation de la présente entente et, le cas échéant, à déposer des demandes d'aide financière.

Engagement de la CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant une somme totale de 150 000 \$, provenant du Fonds de développement régional « FDR - Volet Ententes spécifiques », conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds;

En outre de la somme de 150 000 \$ provenant du Fonds de développement régional, qui sera versée, par la **CRÉ**, à **CULTURE MAURICIE**, la **CRÉ** versera également, à **CULTURE MAURICIE**, la contribution de 105 000 \$ reçue du **MCCCF**. Ces sommes seront versées de la façon suivante :

- Une somme de 70 000 \$ sera versée à la signature de la présente entente;
- Une somme de 45 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le plan d'action 2011-2014, le rapport annuel couvrant la période du 1^{er} octobre 2011 au 31 mars 2012 ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 mars 2012;
- Une somme de 15 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport d'étape des activités qu'elle a autorisé préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2012;
- Une somme de 95 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisé préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 mars 2013;
- Une somme de 20 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport d'étape des activités qu'elle a autorisé préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2013;
- Une somme de 10 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisé préalablement et les états des revenus et dépenses pour l'exercice 2013-2014, le rapport final des activités qu'elle a autorisé préalablement, ainsi que les résultats d'ensemble obtenus par la mise en œuvre de la présente entente et les perspectives de développement qui en découlent.

Organiser, conjointement avec **CULTURE MAURICIE**, les rencontres du comité de gestion de la présente entente; organiser les rencontres du comité de suivi de la présente entente.

Prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR.

Engagement du MAMROT

Le **MAMROT** s'engage à :

Favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de la présente entente;

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

Être dépositaire de la présente entente.

Engagement de CULTURE MAURICIE

CULTURE MAURICIE s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en administrant les sommes provenant du **MCCCF** et de l'**ATR**, selon les décisions du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables. Dans le cas des sommes provenant du Fonds de développement régional, elles devront être approuvées préalablement par la **CRÉ** conformément aux règles applicables à ce fonds;

Déposer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente dans un compte spécifique;

Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;

Assumer la coordination du comité de gestion et organiser, conjointement avec la **CRÉ**, les rencontres;

Tenir à jour une compatibilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de la présente entente et remettre les rapports au comité de gestion;

Préparer et déposer au comité de gestion le plan d'action triennal et ses révisions, de même qu'un cadre d'évaluation de l'atteinte des résultats de la présente entente;

Déposer chaque année au comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;

À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire au terme de l'application de la présente entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des résultats de la présente entente;

S'assurer que les organismes subventionnés utilisent et affectent les sommes reçues, exclusivement aux fins de la réalisation de projets ou d'initiatives prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;

Percevoir des organismes subventionnés toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisées. Elle prend effet, rétroactivement le 1^{er} octobre 2011.

À l'expiration de la présente entente, **CULTURE MAURICIE** doit rembourser au **MCCCF**, à la **CRÉ** et à l'**ATR** toute somme non utilisée de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Les **PARTIES** conviennent du plan de financement suivant :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
MCCCF*	5 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	105 000 \$
CRÉ		75 000 \$	75 000 \$	150 000 \$
ATR	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	22 500 \$
ATR-FPT		27 500 \$		27 500 \$
CLD**		60 000 \$		60 000 \$
Total	12 500 \$	220 000 \$	132 500 \$	365 000 \$

* Conformément à la lettre d'annonce du 12 janvier 2012 dans laquelle la ministre s'est engagée à accorder à la **CRÉ**, une subvention de 105 000 \$ pour la mise en œuvre de la présente entente.

** Selon les spécifications de la clause 5.3.1.

2) Entente de partenariat régional en tourisme

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les partenaires à la réalisation des priorités régionales de développement de l'offre touristique afin de maximiser l'apport de cette industrie à l'économie dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux partenaires. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des partenaires et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique sur le territoire de la région touristique de l'ATR.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les partenaires conviennent de travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de renouveler l'offre touristique en région en fonction des priorités touristiques régionales de l'ATR.

Les projets doivent être structurants et contribuer à renouveler l'offre touristique de la région. Ils doivent favoriser l'atteinte de la majorité des objectifs suivants :

- renforcer la notoriété et le pouvoir attractif de la destination;
- participer à la bonification de l'offre touristique par l'amélioration ou l'ajout de produits aptes à stimuler l'augmentation du nombre de touristes dans la région;
- atténuer les écarts de la saisonnalité;
- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- viser à l'« exportabilité » de l'offre touristique;
- susciter l'augmentation de la durée de séjour et ainsi du nombre des nuitées;
- favoriser le maintien ou la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements généraux

Aux fins de la présente entente, les partenaires s'engagent conjointement à :

- mettre en place un comité de gestion, présidé par un représentant de l'ATR et composé de représentants de tous les partenaires de la présente entente;
- confier à l'ATR la responsabilité d'effectuer ou de faire effectuer les analyses des projets en fonction des catégories de projets décrits à l'annexe A et dans le respect des normes applicables au Fonds de développement régional (FDR) décrites à l'annexe H, et transmettre ses conclusions au comité de gestion;
- conclure des conventions d'aide financière avec les promoteurs, procéder aux versements de l'aide financière et effectuer une reddition de comptes;
- payer, à cette fin, la couverture des frais de gestion, dans une proportion d'un maximum de 7,5 %, à même leur contribution respective;
- respecter le code d'éthique des membres du comité de gestion tel que libellé à l'annexe G.

Engagements du MTO

Aux fins de la présente entente, le MTO s'engage à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de l'ATR

Aux fins de la présente entente, l'ATR s'engage à :

- présider le comité de gestion;
- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, et ce, à partir des revenus de la taxe sur l'hébergement;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- diffuser le guide du promoteur, les dates de tombée ou toute autre information pertinente au regard de l'EPRT;
- transmettre à tous les membres du comité de gestion les fiches d'analyse de projet ainsi qu'un tableau de suivi des projets (annexe E) au plus tard 10 jours avant la tenue d'une rencontre;
- assumer la responsabilité de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel du comité de gestion;
- informer les promoteurs des projets de l'acceptation ou du refus de leur projet;
- élaborer et soumettre aux partenaires la convention d'aide financière devant être conclue avec chacun des promoteurs;
- transmettre aux partenaires une copie signée des conventions d'aide financière des projets soutenus, incluant le montage financier des projets;
- respecter le cadre de visibilité libellé à l'annexe C;
- effectuer des demandes de versement aux partenaires tel que précisé à l'article 6.2.;
- procéder au versement et au suivi des déboursés des projets retenus dans le cadre de la présente entente;
- assurer la réception de pièces justificatives ou d'attestations d'un comptable reconnu par un ordre (CA, CMA, CGA) confirmant les coûts et le financement de chaque projet retenu;
- produire un bilan annuel tel que prévu à l'annexe F et le transmettre aux partenaires au plus tard 90 jours suivant la fin de l'année financière;
- administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente conformément aux conditions, mesures et normes applicables aux partenaires;
- déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente;
- produire un rapport final sur l'utilisation de la participation financière;
- rembourser aux partenaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de la CRÉ de la Mauricie

Aux fins de la présente entente, la CRÉ de la Mauricie s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, à partir du FDR et dans le respect des normes applicables à ce fonds, tel que décrit à l'annexe H;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion;
- décider des projets devant bénéficier de sommes provenant du FDR après avoir consulté le comité de gestion.

Engagements du CLD Mékinac, du CLD Haut-Saint-Maurice, du CLD des Chenaux, du CLD de la MRC de Maskinongé, de l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan et de IDÉ Trois-Rivières.

Aux fins de la présente entente, les CLD et l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan s'engagent à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- recevoir les demandes d'aide financière et valider leur admissibilité;
- produire, pour chaque projet reçu, une fiche d'analyse de projet, laquelle doit comprendre minimalement les éléments précisés à l'annexe D;
- désigner 2 représentants, soit un provenant du milieu rural et un provenant du milieu urbain, et ce, pour toute la durée de l'Entente, pour participer aux travaux du comité de gestion.

DURÉE DE L'ENTENTE

Dates de début et de fin

L'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les partenaires et prend fin le 31 mars 2015. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des partenaires seront complétées à l'égard des projets retenus.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Plan de financement

La participation financière des partenaires à l'entente est la suivante :

Bailleurs de fonds	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MTO	170 000 \$	170 000 \$	160 000 \$	500 000 \$
ATR	170 000 \$	170 000 \$	160 000 \$	500 000 \$
CRÉ de la Mauricie	45 000 \$	47 500 \$	47 500 \$	140 000 \$
CLD Mékinac	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
CLD Haut-Saint-Maurice	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	22 500 \$
CLD des Chenaux	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
CLD de la MRC de Maskinongé	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	22 500 \$
Ville de Shawinigan	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
IDÉ Trois-Rivières	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
Grand total	430 000 \$	432 500 \$	412 500 \$	1 275 000 \$

La contribution totale du MTO prévue dans l'entente doit toujours être égale à celle de l'ATR.

La participation financière du MTO pour un projet donné doit toujours être égale à celle de l'ATR.

Modalités de versement des contributions

Le versement des contributions s'effectue selon les modalités suivantes :

Pour le MTO

Sur présentation par l'ATR de demandes de remboursement des sommes engagées dans les conventions d'aide financière conclues avec les promoteurs, le MTO effectuera dans les 30 jours les versements dus à l'ATR. Le MTO ne traitera cependant pas plus de 4 demandes de remboursement par exercice financier.

Les frais de gestion établis à un taux maximal de 5 % sont facturables au même moment et à l'intérieur de la limite d'engagement total du MTO.

Pour la CRÉ de la Mauricie

La CRÉ de la Mauricie s'engage à verser deux fois par année, soit en octobre et en février, sa contribution à l'ATR après avoir décidé des projets devant bénéficier des

fonds provenant du FDR. Pour ce faire, elle peut demander l'avis du comité de gestion de la présente entente.

Les frais de gestion établis à un taux maximal de 5 % sont versés au même moment et à l'intérieur de la limite d'engagement total de la CRÉ de la Mauricie.

Les montants du FDR engagés par la CRÉ de la Mauricie sont payables uniquement lorsqu'elle aura approuvé les projets devant en bénéficier.

Pour le CLD Mékinac, le CLD Haut-Saint-Maurice, le CLD des Chenaux, le CLD de la MRC de Maskinongé, l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan et IDÉ Trois-Rivières

Chacun des CLD et l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan s'engagent à verser deux fois par année, soit en octobre et en février, sa contribution à l'ATR, à la suite d'une recommandation positive du comité de gestion, selon le plan de financement établi.

Les frais de gestion établis à un taux maximal de 5 % sont facturables au même moment et à l'intérieur de la limite d'engagement total de chacun des CLD et de la Ville de Shawinigan.

Écarts

Les partenaires conviennent de rectifier dans les meilleurs délais, via le comité de gestion, tout écart entre le montant engagé et le montant réellement payé aux fins de l'entente, et veilleront à ce qu'au 1^{er} octobre 2015, tout déséquilibre ait été rectifié, étant entendu que la contribution du MTO ne sera jamais supérieure à celle prévue à l'article 6.1.

06-MONTRÉAL

1) Entente spécifique portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal, 2010-2013

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet la mise en commun de ressources financières destinées à la réalisation d'actions concertées visant le développement de projets et activités, dans la région de Montréal, en persévérance scolaire et valorisation de l'éducation dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** conviennent, dans le respect de leur mandat respectif et dans l'optique de contribuer à long terme au plein développement social, économique et culturel de la région de Montréal et de ses habitants, de travailler en étroite collaboration à l'atteinte de deux grands objectifs :

- favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative des jeunes Montréalaises et Montréalais;
- promouvoir le développement d'une culture régionale de valorisation de l'éducation.

3.1 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

LES **PARTIES** CONVIENNENT DE POURSUIVRE, PAR LEUR ACTION, LES VISÉES SUIVANTES :

- 3.1.1 réduire l'incidence du phénomène de décrochage scolaire qui touche, dans la région de Montréal, plus d'un garçon sur trois et une fille sur quatre;
- 3.1.2 augmenter de manière durable le nombre de jeunes Montréalaises et Montréalais qui obtiennent un premier diplôme ou une première qualification;
- 3.1.3 positionner publiquement l'éducation comme un enjeu majeur du développement de la région de Montréal et de sa population;
- 3.1.4 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité intra et interordres dans une visée de continuum de formation et de réussite éducative globale;

- 3.1.5 renforcer la cohérence et la complémentarité de toutes les interventions menées en faveur de la réussite et la de la persévérance scolaires dans une perspective de gestion par résultats;
- 3.1.6 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité entre les partenaires signataires de la présente entente afin de favoriser l'émergence d'initiatives intersectorielles favorisant la persévérance scolaire des jeunes Montréalais;
- 3.1.7 mettre en valeur la diversité, la qualité et l'innovation dont la région de Montréal fait preuve en matière d'éducation et de soutien à l'apprentissage;
- 3.1.8 dégager les tendances et enjeux éducationnels auxquels la région de Montréal aura à faire face dans l'avenir;
- 3.1.9 renforcer le sentiment de responsabilité collective à l'égard de la réussite éducative de tous et toutes, et ce, à l'ensemble des niveaux et filières de formation.

6. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

- 6.1 Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité de gestion de l'entente et à y désigner un représentant, à respecter le rôle et à collaborer aux travaux du comité. La composition et le rôle de ce comité sont détaillés à l'article 10.
- 6.2 Les **PARTIES** conviennent de désigner la **CRÉ** comme coordonnateur du comité de gestion et lui confier le suivi administratif et financier des sommes qui lui seront versées à ce titre dans le cadre de la présente entente.
- 6.3 Chacune des **PARTIES** s'engage à contribuer à la mobilisation régionale en lien avec les objectifs de la présente entente.

7. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

7.1 Engagements du MELS

- 7.1.1 S'assurer, dans une perspective d'optimisation des ressources et en concertation avec les autres partenaires signataires de l'entente, de la complémentarité et de la cohérence des actions qui seront financées dans le cadre de la présente entente avec les projets qui seront financés dans le cadre de l'entente de 1 500 000 \$, sur trois ans, signée entre le **MELS** et le **RRM** et portant sur le financement de projets communautaires ciblant les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés de Montréal.
- 7.1.2 Poursuivre la mise en œuvre des voies de réussite décrites dans la stratégie d'action ministérielle « *L'école j'y tiens* » et qui visent à atteindre l'objectif de 80 % de taux de diplomation ou de qualification chez les élèves de moins de 20 ans.
- 7.1.3 Désigner un représentant au comité de gestion de l'entente.

7.2 Engagements du MAMROT

- 7.2.1 Assurer la collaboration des partenaires gouvernementaux dans la réalisation de l'entente.
- 7.2.2 Informer la Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal des travaux en lien avec la mise en œuvre de l'entente.
- 7.2.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.3 Engagements du MICC

- 7.3.1 Déployer le programme Valorisation jeunesse.
- 7.3.2 Collaborer avec le **MELS** pour tenir à jour un portrait de la persévérance scolaire chez la population immigrante à Montréal.
- 7.3.3 Acquérir une meilleure connaissance de la particularité de la situation et des difficultés rencontrées par les personnes immigrantes dans la persévérance scolaire à Montréal.
- 7.3.4 Affecter, pour la réalisation de l'article 4.2, un montant annuel de 40 000 \$, pour la deuxième et la troisième année de l'entente, soit 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.3.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.4 Engagements du **MFA**

- 7.4.1 Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 48 000 \$ afin de soutenir la réalisation de projets concertés en prévention du décrochage auprès des enfants 0-5 ans dans les secteurs ciblés du plan d'action de **RRM**. Les projets soutenus devront s'adresser aux familles d'enfants 0-5 ans et les activités devront s'inscrire dans la mission du **MFA**. Les projets devront avoir comme objectif de mieux préparer les enfants à l'entrée à l'école. La Direction régionale de Montréal devra être associée aux choix des projets financés.
- 7.4.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.5 Engagements d'**Emploi-Québec**

- 7.5.1 Verser, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, par l'intermédiaire du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal (CRPMT), afin de soutenir financièrement la mise en œuvre de projets pour un montant total de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012, et ce, tel qu'indiqué au tableau des contributions financières et selon les modalités définies à l'article 9. Toutefois, un montant non déterminé pourra être déposé pour l'année 2012-2013 sous réserve de la disponibilité de crédits.
- 7.5.2 Ce support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures d'**Emploi-Québec** financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), telles et selon les normes de gestion de ce fonds.
- 7.5.3 Participer aux activités de développement par l'entremise de son expertise en matière d'information sur le marché du travail à la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français.
- 7.5.4 Faire état du suivi de l'entente auprès du CRPMT.
- 7.5.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.6 Engagements de la **CRÉ**

- 7.6.1 Affecter, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant de 70 000 \$ pour la première année de l'entente, soit 2010-2011 : 60 000 \$ versés au **RRM** pour la réalisation de son plan d'action et 10 000 \$ consacrés à la réalisation d'études dans le cadre du projet de *Cité des métiers*.
- 7.6.2 Affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.6.3 Assurer la coordination du comité de gestion, en assumant les tâches décrites à l'article 6.2, ainsi que la mise en œuvre de l'entente.
- 7.6.4 Agir comme fiduciaire de l'entente et voir, par conséquent, à la saine gestion administrative et budgétaire des fonds dévolus par les partenaires financiers de la présente entente ainsi qu'aux projets inhérents.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FJÎM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse pour la région de Montréal, s'engage à :

- 7.6.5 affecter, à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), un montant de 300 000 \$ pour le financement de projets s'adressant aux jeunes de 12 à 30 ans selon le principe du Par et Pour les jeunes avec une attention particulière au niveau du raccrochage scolaire, de la reconnaissance de l'engagement des jeunes et de la conciliation études, travail, vie;
- 7.6.6 assurer la participation d'un représentant du **FJÎM** au comité de gestion de l'entente.

7.7 Engagements de la **CSDM**

- 7.7.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.7.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.8 Engagements de la **CSEM**

7.8.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le rattachement scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.8.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.9 Engagements de la **CSLBP**

7.9.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le rattachement scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.9.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.10 Engagements de la **CSMB**

7.10.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le rattachement scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.10.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.11 Engagements de la **CSPI**

7.11.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le rattachement scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.11.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.12 Engagements de l'**ASSSM**

7.12.1 Verser au **RRM** une contribution financière de 10 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 10 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013, afin de soutenir la création d'un mécanisme de documentation et d'évaluation régional capable de rendre compte de l'évolution de la réalité des enjeux proprement montréalais en matière de persévérance scolaire.

7.12.2 Contribuer, sous réserve des disponibilités financières, à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 50 000 \$ pour l'année 2010-2011, une somme de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012 et une somme de 100 000 \$ pour l'année 2012-2013, afin de soutenir la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français et vouée à la promotion et à l'exploration des métiers et professions ainsi qu'à l'accompagnement des clientèles vers les formations professionnelles et techniques y étant reliées.

7.12.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.13 Engagements de la **VILLE**

7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le rattachement scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant annuel de 15 000 \$ pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 15 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.

7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM** pour la réalisation du projet « *Espace Ados* », un montant annuel de 50 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 50 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.

7.13.2 Sous réserve de la disponibilité des crédits, investir, en collaboration et en complémentarité des actions menées par le **RRM**, dans la maintenance et la médiation d'un portail web jeunesse des bibliothèques publiques de la **VILLE** qui permettra, entre autres, la promotion de la lecture et de diverses activités culturelles, de soutenir les jeunes dans leurs devoirs ainsi que d'outiller les parents et intervenants à l'éveil à la lecture et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 162 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 162 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été investi.

7.13.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.14 Engagements de **R²**

7.14.1 Contribuer, en respect de l'entente de partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon, à la mise en œuvre d'un plan stratégique régional/local concerté par le **RRM** en mettant à sa disposition une enveloppe annuelle cible de 1 500 000 \$ jusqu'à concurrence d'une contribution maximale, au terme de la présente entente, de 4 500 000 \$. L'enveloppe cible sera attribuée partiellement ou totalement à la suite de l'acceptation par le conseil d'administration de **R²** de demandes annuelles de soutien et sous réserve du respect des critères d'attribution énoncés dans la plateforme de financement de **R²**.

7.14.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.15 Engagements de **RRM**

7.15.1 Assurer la réalisation et l'atteinte des objectifs de l'entente.

7.15.2 Administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes, et normes applicables.

7.15.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

9. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	TOTAUX
MELS*	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	1 500 000 \$
MICC	0 \$	40 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
MFA	48 000 \$	0 \$	0 \$	48 000 \$
Emploi-Québec	0 \$	100 000 \$	À confirmer \$	100 000 \$
CRÉ				
- FDR	70 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	270 000 \$
- FRIJ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSDM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSEM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSLBP	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSMB	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSPI	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
ASSSM	60 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	280 000 \$
VILLE	227 000 \$	227 000 \$	227 000 \$	681 000 \$
R²	1 500 000 \$	1 500 000 \$	1 500 000 \$	4 500 000 \$
TOTAUX	3 005 000 \$	3 177 000 \$	3 077 000 \$	9 259 000 \$

* LA SOMME DE 1 500 000 \$ CORRESPOND À LA SOMME DÉJÀ ENGAGÉE PAR LE **MELS** DANS LE CADRE D'UNE ENTENTE CONCLUE ANTÉRIEUREMENT AVEC **RRM**.

12. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des **PARTIES** seront complétées à l'égard des actions retenues et n'est pas sujette à reconduction tacite.

1) Entente spécifique de mise en œuvre de l'approche de gestion intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des PARTIES à l'égard de la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik, en matière de faune, territoire, forêt, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

Plus spécifiquement, l'entente vise à financer l'ARK pour les travaux d'élaboration du PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Le MRNF s'engage à :

Verser à l'ARK, un montant maximal de cinq cent mille dollars (500 000,00 \$) selon les modalités suivantes :

- 40 % du montant maximal dans les trente (30) jours suivant la signature de l'entente;
- 30 % du montant maximal à la suite de l'approbation, par le MRNF, du plan d'action 2011-2013 de l'ARK;
- 20 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité intérimaire visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 1^{er} avril 2012;
- 10 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité final visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 30 juin 2013.

Déposer à l'ARK les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT;

Désigner le directeur général du Nord-du-Québec du MRNF à titre d'interlocuteur auprès de l'ARK pour la soutenir dans la réalisation de son mandat;

Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT;

Convenir avec l'ARK des éléments d'un plan d'action 2011-2013 qui précisera notamment des activités à réaliser au cours de cette période, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers, et qui prévoira une répartition de l'aide financière allouée entre les activités à réaliser;

Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des organismes intéressés et de la population;

Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion;

Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités touchant la consultation et la participation à la gestion du territoire et des ressources définies dans les conventions nordiques sur leur territoire d'application;

Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente;

Mettre en place une approche de coopération en réseau relativement au partage de l'information géographique nécessaire à l'élaboration du PRDIRT. Cette approche fera l'objet d'un contrat particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique;

Déposer, dans les quatre-vingt-dix (90) jours du dépôt par l'ARK du PRDIRT, un avis ministériel sur celui-ci et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT;

Si les PARTIES y consentent, entreprendre des discussions sur la pertinence de mettre en place une Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire pour la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.

L'ARK s'engage à :

Convenir, avec le directeur général du Nord-du-Québec du MRNF, d'un plan d'action 2011-2013 qui précisera notamment des activités à réaliser au cours de cette période, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers, et qui prévoira une répartition de l'aide financière allouée entre les activités à réaliser;

Assurer, à même l'aide financière allouée en vertu de la présente entente, le financement lui permettant d'élaborer, dans les conditions prévues aux dispositions du cadre de référence produit par le MRNF, l'élaboration du PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013;

Respecter les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique fournit par le MRNF qui seront prévues dans le contrat particulier mentionné à l'article 3.1.10;

Déposer pour avis, au MRNF, au plus tard le 31 mars 2013, copie du PRDIRT et entreprendre les discussions devant mener, le cas échéant, à la conclusion d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT;

S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME;

S'assurer, dans la préparation du PRDIRT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF;

Consulter les Cris et les Naskapis quant à la planification du développement intégré des ressources naturelles et du territoire dans les zones de droit d'usage prioritaire et commun définies dans les conventions nordiques et faire état, dans son plan d'action 2011-2013, des mesures et des actions prévues à cet effet;

Utiliser des structures déjà en place pour associer à ses travaux les principaux agents régionaux, autochtones et non-autochtones, représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et leur accorder une aide financière suffisante, puisée à même son budget, lorsque requise;

Rendre compte au directeur général du Nord-du-Québec du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux d'élaboration du PRDIRT. Cette reddition de comptes comprendra notamment le dépôt d'un rapport d'activité intérimaire, au plus tard le 1^{er} avril 2012, portant sur la concrétisation du plan d'action 2011-2013, incluant la description des activités réalisées et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières, et d'un rapport d'activités final, au plus tard le 30 juin 2013;

Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente;

Si les PARTIES y consentent, entreprendre des discussions quant à la pertinence de mettre en place une Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire pour la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.

Le MAMROT s'engage à :

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développements local et régional;

Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;

Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, l'ARK devra rembourser au MRNF tout montant non engagé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Le MRNF s'engage à verser à l'ARK, un montant maximal de cinq cent mille dollars (500 000,00 \$) selon les modalités suivantes :

- 40 % du montant maximal dans les trente (30) jours suivant la signature de l'entente;
- 30 % du montant maximal à la suite de l'approbation, par le MRNF, du plan d'action 2011-2013 de l'ARK;
- 20 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité intérimaire visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 1^{er} avril 2012;
- 10 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité final visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 30 juin 2013.

1) Entente spécifique portant sur le développement et le rayonnement de la pratique artistique professionnelle dans la région de la Chaudière-Appalaches (2011-2012)

OBJET DE L'ENTENTE

L'Entente vise à identifier les engagements, rôles et responsabilités de chacune des **PARTIES**, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs spécifiques liés à chacun des quatre volets suivants :

- Volet 1 : Soutien aux artistes et écrivains professionnels de la Chaudière-Appalaches;
- Volet 2 : Soutien aux organismes pour des initiatives favorisant l'émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la Chaudière-Appalaches;
- Volet 3 : Soutien à la consolidation et au développement d'organismes artistiques professionnels de la Ville de Lévis;
- Volet 4 : Soutien à la promotion et à la diffusion de l'Entente.

Les **PARTIES** conviennent, notamment, de mettre en commun des ressources techniques et financières afin de constituer le Programme de soutien pour les arts et les lettres 2012-2015 pour soutenir la pratique artistique et sa diffusion dans la région de la Chaudière-Appalaches. Ils conviennent également d'assurer la promotion et la diffusion de l'Entente auprès des clientèles concernées.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

1.1. Objectifs généraux :

- 1.1.1. Accroître la visibilité des artistes et écrivains professionnels, notamment ceux de la jeune relève dans la région de la Chaudière-Appalaches;
- 1.1.2. Accroître et diversifier les sources de revenus pour les artistes et les écrivains professionnels de la Chaudière-Appalaches;
- 1.1.3. Contribuer à la rétention des artistes et écrivains professionnels, notamment ceux de la jeune relève afin de briser leur isolement et de favoriser leur reconnaissance au sein de la collectivité;
- 1.1.4. Contribuer à l'émergence de la relève artistique professionnelle;
- 1.1.5. Encourager et soutenir le développement et le rayonnement des organismes artistiques professionnels.

1.2. Objectifs spécifiques :

Volet 1 – Soutien aux artistes et écrivains professionnels de la Chaudière-Appalaches:

Les projets soumis impliquent formellement des initiatives de partenariat en lien avec la communauté de la Chaudière-Appalaches ou des intervenants de la région. Ils doivent répondre à au moins un des objectifs spécifiques suivants:

- 1.2.1. Encourager l'émergence de projets artistiques et littéraires collectifs visant à valoriser le rapprochement des communautés artistiques du territoire;
- 1.2.2. Soutenir la réalisation de projets de résidence d'artistes et d'écrivains professionnels dans la région de la Chaudière-Appalaches;
- 1.2.3. Encourager la réalisation ou la diffusion de premières œuvres de création d'artistes et d'écrivains professionnels;
- 1.2.4. Faire connaître et promouvoir les œuvres des artistes et des écrivains professionnels auprès de différents publics.

Volet 2 – Soutien aux organismes pour des initiatives favorisant l’émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la Chaudière-Appalaches

- 1.2.5. Encourager des initiatives artistiques et littéraires favorisant le réseautage des artistes et écrivains professionnels et des organismes artistiques professionnels dans la région;
- 1.2.6. Soutenir la réalisation de projets favorisant l’émergence de la jeune relève artistique professionnelle;
- 1.2.7. Favoriser le développement de partenariats entre créateurs et organismes artistiques professionnels de la Chaudière-Appalaches et d’ailleurs;
- 1.2.8. Favoriser le rayonnement et la circulation des productions artistiques professionnelles dans la région de la Chaudière-Appalaches et à l’extérieur.

Volet 3 – Soutien à la consolidation et au développement d’organismes artistiques professionnels de la Ville de Lévis :

- 1.2.9. Soutenir des projets visant à consolider le mandat artistique et à améliorer la capacité d’action des organismes auprès de la collectivité sur le territoire de la **VILLE**;
- 1.2.10. Soutenir des projets de développement organisationnel des organismes ayant une action artistique structurante sur le territoire de la **VILLE**.

Volet 4 – Soutien à la promotion et à la diffusion de l’Entente :

- 1.2.11. Assurer la promotion et la diffusion de l’Entente auprès des clientèles visées dans la région de la Chaudière-Appalaches;
- 1.2.12. Assurer un rôle conseil auprès des artistes et des écrivains professionnels, particulièrement ceux de la jeune relève dans la réalisation d’activités de professionnalisation.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

1. Engagements de la CRÉ :

Aux fins de l’Entente, la **CRÉ** s’engage à :

- 1.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles au Fonds de développement régional, pour une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	10 000 \$	30 000 \$	7 500 \$	2 500 \$	50 000 \$
2013-2014	10 000 \$	30 000 \$	7 500 \$	2 500 \$	50 000 \$
2014-2015	10 000 \$	30 000 \$	7 500 \$	2 500 \$	50 000 \$
Total	30 000 \$	90 000 \$	22 500 \$	7 500 \$	150 000 \$

- 1.2 Coordonner le comité de suivi de l’Entente;
- 1.3 Recevoir du comité de suivi de l’Entente la reddition de comptes pour chaque volet et en faire une synthèse.

De plus, la **CRÉ**, selon les différents volets, s’engage à :

VOLETS 1 ET 2

- Recevoir les contributions financières du FJRCA et de la **VILLE**;
- Recevoir les demandes d’aides financières, procéder à un accusé de réception et les transmettre au CALQ selon les processus décrits à la clause 5.1;
- Mettre à la disposition du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres;

- Autoriser la sélection des projets recommandés par le comité de sélection et entérinés par le comité de suivi de l'Entente, tout en s'assurant du respect des normes du FDR jointes en annexe 1;
- Verser directement aux bénéficiaires des projets retenus, sur avis de paiement du CALQ, la part de la subvention correspondant aux contributions des PARTIES autres que celle du CALQ, et ce, conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à la clause 5.3 et aux normes du FDR;
- Tenir une comptabilité distincte et spécifique sous le nom de Programme de soutien pour les arts et les lettres de la Chaudière-Appalaches 2012-2015 et inscrire dans ce compte les contributions de la CRÉ, du FJRCA et de la VILLE ainsi que les dépenses qui y sont imputables;
- Fournir au **CALQ**, au terme de chaque inscription, les documents nécessaires pour réaliser la reddition de comptes annuelle sur les sommes gérées.

VOLET 3

- Verser à la **VILLE**, sa part de la subvention aux bénéficiaires, selon le plan de versement prévu au tableau 1 de l'annexe 2, sur recommandation de paiement de la **VILLE**.

VOLET 4

- Verser au **CONSEIL DE LA CULTURE**, selon le calendrier de versements établi par le comité de suivi de l'Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre du volet 4.

2. Engagements du CALQ

Aux fins de l'Entente, le **CALQ** s'engage à :

- 2.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles, pour une somme de 157 500 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	25 000 \$	12 500 \$	12 500 \$	2 500 \$	52 500 \$
2013-2014	25 000 \$	12 500 \$	12 500 \$	2 500 \$	52 500 \$
2014-2015	25 000 \$	12 500 \$	12 500 \$	2 500 \$	52 500 \$
Total	75 000 \$	37 500 \$	37 500 \$	7 500 \$	157 500 \$

De plus, le **CALQ**, selon les différents volets, s'engage à :

VOLETS 1 ET 2

- Coordonner et assurer la gestion de ces volets, à ce titre, procéder au traitement des demandes soumises au Programme de soutien pour les arts et les lettres de la Chaudière-Appalaches 2012-2015 et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;
- Organiser la tenue des comités de sélection et défrayer les coûts en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités de sélection, telle que présentée à l'annexe 3;
- Faire entériner les recommandations du comité de sélection par le comité de suivi de l'Entente dans les meilleurs délais permettant de respecter le délai indiqué dans les programmes;
- Autoriser la sélection des projets recommandés par le comité de sélection;
- Demander l'autorisation de la CRÉ pour transmettre un avis de paiement à cette dernière pour le versement aux bénéficiaires de la part des contributions des PARTIES, autres que le CALQ;

- Verser directement aux bénéficiaires des projets retenus la part de la subvention correspondant à ses contributions, et ce, conformément aux modalités d’attribution des subventions prévues à la clause 5.3;
- Produire les lettres d’annonce qui seront signées par le CALQ en son nom et aux noms des parties impliquées financièrement, et ce, en assurant la visibilité des **PARTIES**;
- Effectuer le suivi des projets sélectionnés dans le cadre du Programme de soutien pour les arts et les lettres de la Chaudière-Appalaches 2012-2015;
- Tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l’ensemble des dépenses imputables et fournir au comité de suivi une reddition de comptes annuelle sur les sommes gérées.

VOLET 3

- Sur avis de paiement de la VILLE, verser directement aux organismes identifiés à l’annexe 2 la part de la subvention correspondant à ses contributions;
- Tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l’ensemble des dépenses imputables et fournir à la VILLE les documents nécessaires pour réaliser la reddition de comptes annuelle sur les sommes gérées.

VOLET 4

- Verser au **CONSEIL DE LA CULTURE** selon le calendrier de versements établi par le comité de suivi de l’Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre du volet.

3. Engagements du FJRCA

Aux fins de l’Entente, le **FJRCA** s’engage à :

- 3.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles, pour une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	20 000 \$	20 000 \$	0 \$	10 000 \$	50 000 \$
2013-2014	20 000 \$	20 000 \$	0 \$	10 000 \$	50 000 \$
2014-2015	20 000 \$	20 000 \$	0 \$	10 000 \$	50 000 \$
Total	60 000 \$	60 000 \$	0 \$	30 000 \$	150 000 \$

De plus, le **FJRCA**, selon les différents volets, s’engage à :

VOLETS 1 et 2

- Verser à la **CRÉ**, aux dates d’inscription établies par le comité de suivi de l’Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre.

VOLET 4

- Verser au **CONSEIL DE LA CULTURE**, selon le calendrier établi par le comité de suivi de l’Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre du volet.

4. Engagements de la VILLE

Aux fins de l’Entente, la **VILLE** s’engage à :

- 4.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles, pour une somme de 135 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	10 000 \$	5 000 \$	30 000 \$	0 \$	45 000 \$
2013-2014	10 000 \$	5 000 \$	30 000 \$	0 \$	45 000 \$
2014-2015	10 000 \$	5 000 \$	30 000 \$	0 \$	45 000 \$
Total	30 000 \$	15 000 \$	90 000 \$	0 \$	135 000 \$

De plus, la **VILLE**, selon les différents volets, s'engage à :

VOLETS 1 et 2

- Verser à la **CRÉ**, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre.

VOLET 3

- Recevoir les contributions financières de la **CRÉ**;
- Coordonner le volet 3, à ce titre, recevoir les projets des organismes identifiés à l'annexe 2 et valider la nature des dossiers en fonction des objectifs tel que stipulé aux clauses 2.2.9 et 2.2.10;
- Transmettre un avis de paiement au **CALQ**, pour le versement de sa contribution aux organismes identifiés, tel que présenté à l'annexe 2;
- Produire les lettres d'annonce qui seront signées par la **VILLE** en son nom et aux noms des parties impliquées financièrement, et ce, en assurant la visibilité des **PARTIES**;
- Effectuer le suivi des projets des organismes identifiés, tel que présenté à l'annexe 2;
- Fournir annuellement au comité de suivi une reddition de comptes sur les sommes gérées.

5. Engagements du **CONSEIL DE LA CULTURE**

Aux fins de l'Entente, le **CONSEIL DE LA CULTURE** s'engage à :

VOLET 4

- Coordonner et réaliser les objectifs du volet et à cette fin, affecter les ressources financières décrites aux clauses 4.1.1, 4.2.1 et 4.3.1, des ressources humaines et des services techniques, et faire rapport au comité de suivi des activités réalisées au terme de chaque exercice financier;
- Déposer au comité de suivi un plan d'action assurant l'atteinte des objectifs du volet;
- Fournir annuellement au comité de suivi, une reddition de comptes.

6. Engagements du **MCCCCF**

Aux fins de l'Entente, le **MCCCCF** s'engage à :

- 6.1 Assurer le suivi de l'Entente.

7. Engagements du **MAMROT**

Aux fins de l'Entente, le **MAMROT** s'engage à :

- 7.1 Assurer la diffusion de l'Entente au sein de la Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches;

- 7.2 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

DURÉE DE L'ENTENTE

L'Entente entre en vigueur à la date de la dernière signature et prend fin le 31 mars 2015. Elle couvre les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, sous réserve des crédits disponibles.

Au terme de l'Entente, les engagements non utilisés seront retournés aux **PARTIES** en fonction de leur contribution.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Engagements financiers totaux des **PARTIES** :

	AN 1 2012-2013	AN 2 2013-2014	AN 3 2014-2015	%	Total
CRÉ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	25,8 %	150 000 \$
CALQ	52 500 \$	52 500 \$	52 500 \$	27,0 %	157 500 \$
FJRCA	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	25,8 %	150 000 \$
VILLE	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	21,4 %	135 000 \$
Total	197 500 \$	197 500 \$	197 500 \$	100,0 %	592 500 \$

13- LAVAL

1) ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA RÉGION DE LAVAL 2011-2015

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de Laval. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- promouvoir des modèles et des comportements égalitaires;
- favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes;
- favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires;
- promouvoir des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes;
- agir pour le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie;
- favoriser une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles;
- favoriser le déploiement régional de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;

- déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente et à tout autre comité ad hoc le cas échéant.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

1. *Engagements du MCCCCF*

4.1 Le MCCCCF s'engage à :

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 129 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 26 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 29 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

2. *Engagements de la CRÉ*

4.2 La CRÉ s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 99 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds de développement régional (FDR), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.
- prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- assumer la coordination du comité de gestion;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;
- déposer chaque année aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- percevoir des organismes bénéficiaires tous montants utilisés à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FORUM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.
- assurer la participation d'un représentant du **FORUM** au comité de gestion de l'Entente.

Engagement de la VILLE

4.3 La VILLE s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements d'EMPLOI QUÉBEC

4.4 EMPLOI QUÉBEC s'engage à :

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques, normes de gestion et modalités d'application :

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 60 000\$ répartie sur trois années financières gouvernementales et ce, de la façon suivante :

- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Verser sa contribution conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs et au plan de travail annuel, et ce, dans le cadre des mesures d'« EMPLOI-QUÉBEC » financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et selon les normes de gestion de ce fonds.

Engagements du MFA

4.5 Le MFA s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 28 000 \$ pour une période de 4 ans conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément à l'orientation visant une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MFA** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

Engagements du MELS

4.6 Le MELS s'engage à :

4.6.1 Sous réserve des crédits disponibles et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles pour le financement des commissions scolaires et des cégeps, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant une somme maximale de 30 000 \$, pour la durée de la présente entente, pour le financement de projets présentés par les commissions scolaires et les cégeps. Cette somme sera répartie de la façon suivante :

- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

4.6.2 Verser sa contribution aux établissements scolaires conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs visés et ce, dans le cadre des mesures financées par le MELS.

Engagement du CLD

4.7 Le CLD s'engage à :

- verser à la CRÉ un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente.

Engagement de l'AGENCE

4.8 L'AGENCE s'engage à :

- verser à la CRÉ un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements du MAMROT

4.9 Le MAMROT s'engage à :

- favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- être dépositaire de l'entente spécifique.

Engagement de la TCLCF

4.10 La TCLCF s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'Entente en offrant son expertise en matière de condition féminine à Laval;

6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MCCCF	\$ 26 000	\$ 29 000	\$ 37 000	\$ 37 000	\$ 129 000
CRÉ					
- FDR	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 99 000
- FRIJ	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 30 000
CLD	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
AGENCE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MFA	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MELS		\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 30 000
EMPLOI QUÉBEC		\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 60 000
VILLE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
Total	\$ 86 250	\$ 119 250	\$ 127 250	\$ 127 250	\$ 460 000

8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2015 ou, à l'exception des sommes d'argent provenant du FDMT, à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente la **CRÉ** doit rembourser tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

16 – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

1) ENTENTE MODIFIANT L'ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION DU 10 OCTOBRE 2008 POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL

1. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente a pour objet de prolonger l'entente spécifique intervenue entre les **SIGNATAIRES** le 10 octobre 2008, d'y apporter les modifications requises afin de tenir compte de la période de réalisation des activités, des modalités de versement prévues à la clause 13 pour permettre à la **CRÉ** de poursuivre la mise en œuvre de son plan d'action et de respecter ses engagements.

2. MODIFICATIONS À L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DU 10 OCTOBRE 2008

2.1 La clause 3.2.9 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« déposer aux signataires, en fin d'année financière, un rapport annuel pour chacune des trois premières années de la présente entente, portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente; »

2.2 La clause 4.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« mettre à la disposition de la **CRÉ** une enveloppe maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 \$) sur quatre ans selon les modalités prévues à la clause 13 de la présente entente; »

2.3 La clause 4.2.5 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« un versement de 75 000 \$ dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la deuxième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »

2.4 Insérer, entre les clauses 4.2.5 et 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008, le titre suivant :
Pour la quatrième année de la présente entente :

2.5 La clause 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

« un premier versement de 80 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la troisième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »

2.6 La clause 4.2.7 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« un deuxième versement de 20 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué au plus tard le 30 juin 2012 conditionnellement à l'acceptation par le **MICC** du rapport final prévu à la clause 3.2.10 de la présente entente; »

2.7 La clause 9.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement au premier alinéa des mots « répartis à parts égales sur trois ans » par les mots « répartis sur quatre ans »;

2.8 La clause 13 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

Partenaires	Année 1 2008-2009	Année 2 2009-2010	Année 3 2010-2011	Année 4 2011-2012	Total
MICC	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
CRÉ					
- FDR	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
- FRIJ	33 333 \$	33 333 \$	16 667 \$	16 667 \$	100 000 \$
EMPLOI- QUÉBEC	± 25 000 \$	± 25 000 \$	± 25 000 \$	0 \$	75 000 \$
Total	358 333 \$	358 333 \$	191 667 \$	166 667 \$	1 075 000 \$

2.9 La clause 15 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots et des chiffres « le 31 mars 2011 » par les mots et les chiffres « le 31 mars 2012 ».

3. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature mais prend effet le 30 mars 2011.

17 - CENTRE DU -QUÉBEC

3) Entente de partenariat régional en tourisme au Centre-du-Québec 2012-2015

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les partenaires à la réalisation des priorités régionales de développement de l'offre touristique afin de maximiser l'apport de cette industrie à l'économie dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux partenaires. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des partenaires et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique sur le territoire de la région touristique de l'ATR.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les partenaires conviennent de travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de renouveler l'offre touristique en région en fonction des priorités touristiques régionales de l'ATR.

Les projets doivent être structurants et contribuer à renouveler l'offre touristique de la région. Ils doivent favoriser l'atteinte de la majorité des objectifs suivants :

- renforcer la notoriété et le pouvoir attractif de la destination;

- participer à la bonification de l'offre touristique par l'amélioration ou l'ajout de produits aptes à stimuler l'augmentation du nombre de touristes dans la région;
- atténuer les écarts de la saisonnalité;
- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- viser à l'« exportabilité » de l'offre touristique;
- susciter l'augmentation de la durée de séjour et ainsi du nombre des nuitées;
- favoriser le maintien ou la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements généraux

Aux fins de la présente entente, les partenaires s'engagent conjointement à :

- mettre en place un comité de gestion, présidé par un représentant de l'ATR et composé de représentants de tous les partenaires de la présente entente;
- confier à l'ATR la responsabilité d'effectuer ou de faire effectuer les analyses des projets en fonction des catégories de projets décrits à l'annexe A et dans le respect des normes applicables au Fonds de développement régional (FDR) décrites à l'annexe H, et transmettre ses conclusions au comité de gestion;
- conclure des conventions d'aide financière avec les promoteurs, procéder aux versements de l'aide financière et effectuer une reddition de comptes;
- payer, à cette fin, la couverture des frais de gestion, dans une proportion d'un maximum de 7,5 %, à même leur contribution respective;
- respecter le code d'éthique des membres du comité de gestion tel que libellé à l'annexe G.

Engagements du MTO

Aux fins de la présente entente, le MTO s'engage à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de l'ATR

Aux fins de la présente entente, l'ATR s'engage à :

- présider le comité de gestion;
- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, et ce, à partir des revenus de la taxe sur l'hébergement;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- diffuser le guide du promoteur, les dates de tombée ou toute autre information pertinente au regard de l'EPRT;
- recevoir les demandes d'aide financière et valider leur admissibilité;
- produire, pour chaque projet reçu, une fiche d'analyse de projet, laquelle doit comprendre minimalement les éléments précisés à l'annexe D;
- transmettre à tous les membres du comité de gestion les fiches d'analyse de projet ainsi qu'un tableau de suivi des projets (annexe E) au plus tard 10 jours avant la tenue d'une rencontre;
- assumer la responsabilité de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel du comité de gestion;
- informer les promoteurs des projets de l'acceptation ou du refus de leur projet;
- élaborer et soumettre aux partenaires la convention d'aide financière devant être conclue avec chacun des promoteurs;
- transmettre aux partenaires une copie signée des conventions d'aide financière des projets soutenus, incluant le montage financier des projets;
- respecter le cadre de visibilité libellé à l'annexe C;
- effectuer des demandes de versement aux partenaires tel que précisé à l'article 6.2.;

- procéder au versement et au suivi des déboursés des projets retenus dans le cadre de la présente entente;
- assurer la réception de pièces justificatives ou d'attestations d'un comptable reconnu par un ordre (CA, CMA, CGA) confirmant les coûts et le financement de chaque projet retenu;
- produire un bilan annuel tel que prévu à l'annexe F et le transmettre aux partenaires au plus tard 90 jours suivant la fin de l'année financière;
- administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente conformément aux conditions, mesures et normes applicables aux partenaires;
- déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente;
- produire un rapport final sur l'utilisation de la participation financière;
- rembourser aux parties tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de la CRÉCQ

Aux fins de la présente entente, la CRÉCQ s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, à partir du FDR et dans le respect des normes applicables à ce fonds, tel que décrit à l'annexe H;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion;
- décider des projets devant bénéficier de sommes provenant du FDR après avoir consulté le comité de gestion.

Engagements de l'ARDECQ

Aux fins de la présente entente, l'ARDECQ s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

DURÉE DE L'ENTENTE

L'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les partenaires et prend fin le 31 mars 2015. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des parties seront complétées à l'égard des projets retenus.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Bailleurs de fonds	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MTO	205 000 \$	205 000 \$	205 000 \$	615 000 \$
ATR	205 000 \$	205 000 \$	205 000 \$	615 000 \$
CRÉCQ	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
ARDECQ	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Grand total	465 000 \$	465 000 \$	465 000 \$	1 395 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis payés en 2012-2013 s'élève à 96 299,45 \$.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 39

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.

Aucune prime de départ n'est allouée au personnel du Ministère et ce, pour toute catégorie d'emploi.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 40

Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de sous-ministres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? - Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; - Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Aucun cadre, sous-ministre, administrateur d'état, membre ou dirigeant d'organisme ne reçoit de rémunération sans être en fonction pour le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ou pour la Commission municipale du Québec.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 41

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covoiturage octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La réponse à cette question se retrouve à la question 8.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande #42

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministères, la direction générale du ministère et de la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et d'autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux; les coûts; le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cabinets	Endroits	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux	Détails
Cabinet Ministériel Lelièvre	Québec : 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	Aucun coût d'aménagement Signalisation : 190,00 \$ Entreprises Bernard Falardeau. Date de facturation le 30 novembre 2012	Les bureaux existaient déjà.
Cabinet Ministériel Gaudreault	Québec : 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Montréal 800, Place Victoria	Aucun coût d'aménagement Signalisation : 500,00 \$ Entreprises Bernard Falardeau. Date de facturation le 30 novembre 2012	Les bureaux existaient déjà.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande #42

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministères, la direction générale du ministère et de la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et d'autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux; les coûts; le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cabinets	Endroits	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux	Détails
Bureau de comté du Ministre Lelièvre	Gaspé : 183, De la Reine	Déménageur : 700,00 \$ Transport Collin inc., le 11 octobre 2012. Signalisation intérieur et extérieur : 2 347,08 \$ Réalisée par la SIQ (novembre 2012)	Nouveau bureau pour le Ministère. Voir l'entente d'occupation (voir RG 8). Aucun travail de construction.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande #42

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministères, la direction générale du ministère et de la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et d'autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux; les coûts; le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cabinets	Endroits	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux	Détails
Bureau de comté du Ministre Lelièvre	Sainte-Anne-des-Monts : 10, boulevard Sainte-Anne Ouest	Aucun d'aménagement Signalisation intérieur et extérieur : 425,93 \$ Réalisée par la SIQ (novembre 2012)	Nouveau bureau pour le Ministère. Voir l'entente d'occupation (voir RG 8). Aucun travail de construction.
Bureau de comté du Ministre Gaudreault			L'entente d'occupation est prise en charge par le Ministère des Transports
Bureau du Sous-Ministre	Québec : 10, rue Pierre-Olivier- Chauveau	Aucun coût d'aménagement	
Bureau du président de la CMQ	Québec : 10, rue Pierre-Olivier- Chauveau	Aucun coût d'aménagement	
	Montréal : 500, boulevard René- Lévesque Ouest	Aucun coût d'aménagement	

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 44

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organisme de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme

La réponse à cette question se retrouve aux demandes de renseignements généraux n° 15 c) et 15 f).

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 45

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 46

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.

Cette question **ne semble pas pertinente** à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements généraux

Demande # 47

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.